

Cinquante ans de tensions dans la zone sahélo-saharienne

GRÉGORY GIRAUD*

Quels sont les objectifs réels des groupes armés ou dits « terroristes » présents en 2013 au Nord-Mali ? *Quid* des rivalités locales entre ces groupes ou entre réseaux de contrebande et de trafics divers ? De quelle manière les pays voisins sont-ils impliqués dans la crise malienne ? Pourquoi la France est-elle en première ligne ? Quels autres pays sont partie prenante de cette situation et pourquoi ? Pour apporter des réponses à ces questions et comprendre les enjeux complexes de cette crise, il est essentiel de connaître les caractéristiques et les ressources de ce Mali sahélo-saharien et de bien analyser les jeux complexes des différents acteurs en présence, tant locaux et régionaux qu'internationaux, depuis quarante ans.

Le basculement provoqué au Nord-Mali par les sécheresses des années 1970 et 1980

La très vaste région sahélo-saharienne est partagée entre de nombreux États : principalement ceux d'Afrique

* Géographe.

du Nord (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye) et du flanc sud du Sahara (Mali, Niger, Tchad, Soudan) ; et, secondairement, ceux de la plus proche Afrique subsaharienne (Sénégal, Burkina Faso). Au Mali, la zone sahélo-saharienne regroupe le nord du pays jusqu'au « bec de cygne » avec le Burkina Faso, ainsi que la bordure sud de la frontière avec la Mauritanie.

Le Sahara est le plus grand désert du monde (8 millions de km²). Au sud, s'étend sur une bande de 300 à 500 km de large le Sahel (de l'arabe *sahil*, rivage). La limite entre ces deux espaces est marquée par la pluviométrie : là où il pleut moins de 100 mm, on est au Sahara, là où il pleut plus, on est au Sahel. Les Sahariens sont tout autant les habitants des oasis et des villes de cet espace que les pasteurs nomadisant dans le désert jusque dans le Sahel, tandis que les habitants de cette zone, bénéficiant d'une pluviométrie qui permet une agriculture sans irrigation, constituent des populations sédentaires, nomades et semi-nomades.

Le Sahara, dont l'histoire est liée au commerce caravanier, constitue une véritable interface entre Afrique maghrébine et Afrique sahélienne. Cet espace aride est habité par des peuples majoritairement de tradition nomade. Touaregs berbérophones, Maures arabophones ou Peuls, éleveurs ou commerçants, cohabitent avec des agriculteurs et pêcheurs sédentaires Songhays et Bozos. Jusqu'au XIX^e siècle, ces populations, toutes musulmanes, avaient su de longue date construire ensemble de subtiles régulations combinant leurs activités pour tirer parti des maigres ressources du vaste territoire saharo-sahélien, qui leur permettaient également de faire face aux épisodes plus secs fréquents dans un contexte d'aridité « normale ». Or ces complémentarités ont été mises à mal par la colonisation française, qui a instrumentalisé certaines communautés contre les autres et, plus encore, par l'établissement des frontières des États nés des pseudo-indépendances des anciennes colonies françaises subsahariennes en 1960 (ainsi, en 1963, les Touaregs du nouveau « Nord-Mali » se sont rebellés pour contester l'imposition par l'Algérie devenue indépendante d'une

frontière qui les divisait et la répression des militaires du sud fut féroce : exécutions sommaires, viols, destruction de bétail, etc.).

De ce fait, quand le Sahara-Sahel a connu des sécheresses dévastatrices entre 1972 et 1974 et en 1984-1985, celles-ci ont attisé les tensions pour l'accès à des ressources naturelles raréfiées – des tensions aux racines anciennes dans un Nord-Mali largement délaissé par les élites du sud après l'indépendance. Dans ce contexte, les éleveurs ruinés par les sécheresses des années 1970 et 1980 n'ont eu d'autre choix que d'aller chercher ailleurs leurs moyens de survie. D'où un exode rural massif vers les villes du Sahara et du Sahel, pour y trouver quelques ressources grâce aux expédients de l'économie informelle. Et de nombreux Touaregs « maliens » ont rejoint les leurs installés dans les pays voisins du nord, Algérie et Libye, nettement plus riches que leurs homologues sahéliens grâce au boom des hydrocarbures offrant de multiples possibilités d'emploi. Ces « émigrés » ont cherché à accumuler du capital pour reconstituer le cheptel familial. Mais, à leur retour, les terres, les pâturages et les points d'eau avaient été pris par d'autres, d'où de nouveaux conflits pour l'accès à ces ressources. À la même époque, en Libye, Mouammar Kadhafi a recruté des Touaregs dans son armée ou dans sa Légion islamique (créée en 1972), afin de les envoyer combattre pour ses ambitions géopolitiques au Liban, au Tchad ou en Ouganda, tout en leur promettant ensuite de les aider à conquérir leur propre territoire.

Alors que le Nord-Mali était déjà marginalisé économiquement et politiquement, les terribles sécheresses ont créé aussi un vivier de main-d'œuvre pour toutes les activités, licites ou illicites. Ces tensions se sont aiguisées quand, à partir de la fin des années 1990, les trafics divers (contrebande, migrants, armes, drogues...) ont acquis une ampleur inédite dans cet espace, tandis que les puissances régionales commençaient à s'intéresser à son potentiel énergétique et minier.

Les flux économiques transsahariens et les ressources naturelles du Nord-Mali

Au Nord-Mali, le commerce avec les voisins sahé-liens ou l'Afrique du Nord demeure alors un héritage vivace, même s'il a été altéré par l'imposition des nouvelles frontières nées de la décolonisation. Mais le contrôle des flux de marchandises engendre des rivalités qui s'aggravent avec la mainmise des autorités locales, lesquelles choisissent ceux qui peuvent commercer et interdisent à d'autres de le faire, et avec l'accroissement des valeurs transportées. Ainsi, à côté d'un important commerce de contrebande de produits courants ou des migrations illégales, circulent des « produits » beaucoup plus lucratifs (cigarettes, armes, drogues). Certains pays, notamment l'Algérie, ont installé gendarmes et douaniers aux points de passage stratégiques, difficilement évitables. Comme ceux-ci sont misérablement payés et ne disposent que de très peu de moyens en vivres, carburants et armements, ils sont d'autant plus vigilants que les « arrangements » avec ceux qui traversent les frontières leur sont indispensables.

Ainsi, quelques grands commerçants et beaucoup de petits passeurs transportent traditionnellement de nombreuses marchandises en contrebande ou en soudoyant les douaniers. Ils font avec l'Algérie et la Libye le commerce de ce qui a plus de valeur chez le voisin : bétail, mil, sel et tissus maliens contre dattes, denrées alimentaires subventionnées (pâtes, semoule, farine de blé, huiles...), médicaments, matériaux de construction, matériels électroniques, véhicules. Ils profitent également des taux de change entre les différentes monnaies. C'est de ces commerces que dépend largement, depuis les années 1980, l'approvisionnement des villes et des populations du Nord-Mali. De même, le carburant provient presque exclusivement d'Algérie, où il est très bon marché ou bien détourné par des militaires qui le revendent... Quant au trafic de cigarettes, il a pris de l'ampleur dans les années 1980 jusqu'à atteindre dans

les années 2000 des montants impressionnants, jusqu'à 1 milliard de dollars pour la seule zone frontalière Mauritanie-Algérie-Mali¹. Cela nécessite des réseaux larges et des moyens de transport importants, ainsi que des complicités à tous les niveaux des appareils d'État.

Sur ces routes commerciales, circulent également des hommes à la recherche de nouvelles ressources, le transit étant assuré par des bandes locales qui ne gèrent que leur « tronçon » de la route migratoire. Dans les années 2000, Gao est ainsi redevenue la plaque tournante vers l'Algérie et la Libye qu'elle avait traditionnellement été, bien autrement, avant la colonisation française. Ces routes ont été également empruntées par des migrants venant de toute l'Afrique. Seulement un cinquième d'entre eux essaie de passer vers l'Europe, car la plupart préfèrent travailler dans le BTP, les industries pétrolière et gazière ou l'agriculture des deux grands voisins maghrébins. Ces migrants y constituent une main-d'œuvre bon marché ainsi qu'une rente pour les forces de l'ordre. Et pour les États maghrébins concernés par ces flux, leur contrôle leur permet d'obtenir une rente de la part des États européens, ceux-ci les ayant transformés en garde-frontières en échange de financements sécuritaires et de programmes de développement.

Dans ce Sahel-Sahara en crise, les tribus commerçantes maures et touarègues liées aux autorités étatiques locales gèrent par ailleurs de longue date le commerce des armes. L'offre vient de conflits qui s'éteignent (Libéria, nord du Tchad), de groupes politiques devenus plus ou moins mafieux (indépendantistes du Sahara occidental), de soutiens troubles d'États à des groupes armés (Algérie, Libye, Mauritanie), de pays qui s'effondrent (Libye), des arsenaux de militaires

1 Entretien avec Mike Mc Govern, responsable à Dakar du bureau de l'International Crisis Group, émission « Afrique Midi », <www.rfi.fr>, 19 juin 2005 (cité in OBSERVATOIRE MAURITANIEN DES DROITS DE L'HOMME, « Impasse politique et réflexes sécuritaires en Mauritanie. Comment fabriquer du terrorisme utile », juillet 2005).

corrompus, etc. La demande émane de nouveaux conflits (Côte d'Ivoire, Libye) ou d'autres qui perdurent (Soudan), de groupes armés indépendantistes (Touaregs nigériens et maliens) ou « terroristes » (AQMI, MUJAO, Ansar Eddine, Boko Haram)²...

Et enfin, depuis le début des années 2000, le trafic de drogue a pris dans la région une ampleur considérable. Les cartels latino-américains, cherchant à contourner la surveillance dont ils faisaient l'objet pour leur trafic direct de cocaïne et de morphine vers l'Europe, ont ouvert de nouvelles routes maritimes et aériennes passant par l'Afrique de l'Ouest. Le Nord-Mali est ainsi devenu un carrefour : entre 22 et 55 tonnes de cocaïne y auraient transité en 2009, soit de 1,3 à 5,4 milliards d'euros au détail en Europe³. À la cocaïne sud-américaine, il faudrait, selon certains spécialistes, ajouter un tiers de la production marocaine de cannabis qui s'exporte désormais par le sud où elle suit les mêmes routes : la drogue arrive en Gambie, en Guinée-Bissau, en Guinée ou en Mauritanie ; et, de là, elle part vers l'Algérie ou le Nord-Mali, où elle est redirigée vers la Libye ou le Maroc, pour arriver en Espagne, en Italie ou dans les Balkans. Du Mali, les stupéfiants sont aussi convoyés vers le Niger pour repartir vers la Libye ou le Tchad, puis le Soudan et l'Égypte, à destination du Proche-Orient⁴.

S'agissant des ressources énergétiques et minières, les potentialités du Nord-Mali restent encore incertaines. Depuis 2004, le gouvernement malien a lancé une politique active d'exploration des ressources en hydrocarbures de son territoire, principalement dans le nord, et une dizaine de multinationales ont acquis des droits d'exploration. Mais cela relève plus de la partie de poker que de la ruée vers l'or noir. Seuls deux opérateurs majeurs travaillent dans la région, la

2 Wolfram LACHER, « Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region », *The Carnegie Papers*, septembre 2012.

3 OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME, « The Transatlantic cocaine market », *Research Paper*, avril 2011.

4 Anne FRINTZ, « Trafic de cocaïne, une pièce négligée du puzzle sahélien », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

Sonatrach algérienne et l'italienne ENI. Les autres ne sont que de petites entreprises (principalement états-uniennes, canadiennes et australiennes) n'ayant pas les capacités techniques ou financières pour aller au bout de l'exploration – elles misent sur des analyses sismiques prometteuses et espèrent ainsi trouver des partenaires financiers conséquents ou revendre leurs parts. Mais ENI et Sonatrach, qui ont opéré conjointement sur plusieurs « blocs » d'exploration, en ont abandonné un certain nombre, avant que les Italiens ne se retirent en décembre 2012, à cause du climat d'insécurité. Sonatrach ne cesse également de repousser l'opération la plus coûteuse, le forage, qui seule permettra d'évaluer les potentialités réelles de ses blocs. Sans doute attend-elle les résultats des prospections effectuées sur le même bassin de Taoudeni, qu'elle réalise de l'autre côté de la frontière en Algérie, ou bien celles de Total, *a priori* décevantes, en Mauritanie.

Un autre enjeu énergétique émergent est celui de l'énergie solaire. Le projet allemand Desertec, coalisant des intérêts européens, vise ainsi à édifier des centrales thermiques solaires à travers tout le Sahara pour fournir à terme un tiers de l'électricité européenne. Mais ni la technologie ni les moyens ne sont actuellement prêts pour une telle mise en œuvre, même si des discussions, principalement avec le Maroc, se poursuivent depuis 2009.

L'uranium est présent au Sahara, comme l'attestent les gisements nigériens exploités par la firme française Areva, qui vont faire de ce pays le second producteur mondial. Il y a aussi des gisements au Mali, dans la région de Kidal qu'explore depuis 2006 une société australienne, tout comme dans le bassin du fleuve Niger, en amont de Gao ; mais, début 2013, les prospections ne semblaient pas permettre d'évaluer l'importance réelle de ces gisements. Par ailleurs, de l'or, la principale ressource du Mali avec le coton, est présent à la limite du nord du pays, dans la région sahélienne de Ségou ; il y en aurait aussi dans l'Adagh (dit « Adrar des Ifoghas » depuis la période coloniale). Enfin, une multinationale investit depuis 2011 pour exploiter du phosphate à l'est de Bourem et une autre devait

commencer en 2012 l'exploitation d'une mine de manganèse à Ansongo, au sud de Gao. Mais ce ne sont que de « petites » entreprises opérant sur des gisements mineurs, dont les opérations ont été arrêtées par la guerre.

Le jeu complexe des États régionaux dans la zone sahélo-saharienne

Les facteurs économiques ont certes joué depuis longtemps un rôle important dans la géopolitique régionale, avec notamment l'exploitation, depuis 1958, de l'uranium nigérien par une filiale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) français (qui deviendra Areva) ou les accords d'Évian qui préservaient en 1962 les intérêts pétroliers français dans le Sahara algérien⁵. Mais ils n'expliquent pas à eux seuls l'étonnante transformation de la zone sahélo-saharienne, depuis les années 1990, en un nouveau foyer de déstabilisation de l'ordre mondial mobilisant les États de la région puis les puissances occidentales, jusqu'à l'intervention militaire française de janvier 2013.

Ainsi, les rivalités stratégiques et politiques entre les trois puissances régionales que sont l'Algérie, la Libye et le Maroc ont-elles joué un rôle essentiel. Depuis son indépendance, l'Algérie a des visées sur le Sahara, qu'elle considère comme son arrière-cour, se heurtant durablement aux ambitions marocaines et libyennes. Depuis la brève « guerre des sables » de 1963 entre le royaume chérifien et son voisin nouvellement indépendant, la tension algéro-marocaine est restée constante : après le retrait de l'Espagne en 1975 de sa colonie du Sahara espagnol, l'Algérie appuie jusqu'à aujourd'hui le Front Polisario, qui combat pour l'indépendance d'une République sahraouie.

5 Voir Hocine MALTI, *Histoire secrète du pétrole algérien*, La Découverte, Paris, 2010.

À l'est de l'Algérie, la Libye affiche aussi des prétentions territoriales appuyées sur l'aire d'extension de la confrérie Senoussiya à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. En 1973, elle a ainsi occupé la bande d'Aouzou au nord du Tchad et à l'extrême-nord nigérien. Plus au nord, la frontière algéro-libyenne n'est toujours pas délimitée officiellement, bien que des négociations aient été engagées début 2013. Les géants sahariens ont également noué des alliances rivales qui opposent, d'un côté, la Libye et le Maroc et, de l'autre, l'Algérie, la Mauritanie et la Tunisie. Les rivalités libyennes et algériennes se prolongent aussi au-delà de leurs frontières, les deux États soutenant des mouvements et des personnalités rebelles touaregs au Mali et au Niger. Un des enjeux de ces rivalités est le contrôle des différents trafics illicites dans la région : chaque appareil d'État a des connexions, voire des liens très étroits, avec leurs différents acteurs. Les ressources en matières premières, avérées et potentielles, aiguissent également les appétits des différents États.

L'Algérie, devenue l'acteur le plus puissant dans la région après la chute de Kadhafi, est au centre de ces tensions, du fait notamment de l'importance de son territoire au cœur de l'espace sahélo-saharien. Ainsi, de la corruption des fonctionnaires locaux jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir, l'appareil d'État algérien est omniprésent dans tous les trafics, qu'il s'agisse de contrebande « classique » (bétail, produits agricoles, alimentaires, manufacturés...), de cigarettes ou de drogue⁶. En outre, en échange de son soutien au Polisario, le pouvoir algérien a la haute main sur celui-ci et est donc étroitement lié aux trafics des indépendantistes sahraouis (détournement de l'aide humanitaire, contrebande, armes, migrants, drogue). En effet, le Front Polisario est implanté à Tindouf, ville située au carrefour de l'Algérie et du Sahara occidental, mais aussi de la Mauritanie, du Maroc et du Mali. Ce mouvement composé de Maures a pu ainsi tisser des alliances tribales avec les Maures

6 Judith SCHEELE, « Tribus, États et fraudes : la région frontalière algéro-malienne », *Études rurales*, n° 184, juillet-décembre 2009.

vivant dans ces quatre territoires, ainsi qu'au Niger, cette population ayant le quasi-monopole des trafics dans la sous-région.

La Mauritanie est d'ailleurs peuplée majoritairement de Maures *haratin*, anciens esclaves, et *beydan* (« blancs »), arabo-berbères. Le pouvoir y est détenu depuis l'indépendance exclusivement par des *Beydan* et, depuis 1980, sauf en 2007 et 2008, uniquement par des membres de tribus du nord du pays ayant des relations commerciales avec celles vivant dans les pays voisins. Dans ce pays, la corruption et des complicités au plus au haut sommet de l'État permettent aux trafics de se développer (voitures volées, armes, migrants et drogue⁷).

Premier producteur et exportateur mondial de haschich, le Maroc est de son côté principalement concerné par les drogues et les migrants. La production et le trafic de stupéfiants bénéficient là aussi de complaisances et de complicités dans les hautes sphères du pouvoir et de l'armée⁸. En Libye, c'est parmi les membres de la tribu de Kadhafi titulaires de hauts postes qu'il fallait chercher l'implication de l'État dans les trafics de tous types⁹. Kadhafi avait en outre inondé le Sahel d'argent, investissant dans la construction de mosquées, d'écoles ou de centres de santé, dans l'agriculture ou l'hôtellerie...

L'État malien a été quant à lui unanimement décrit comme gangrené par les trafics à tous les échelons. Le Niger est aussi un nœud commercial : des produits agricoles locaux et des pays voisins du Sud, transitent par le Sahara nigérien à destination de l'Algérie et de la Libye, tout comme les migrants. Au retour, commerçants et migrants ramènent des produits manufacturés, alimentaires et agricoles. Par ailleurs, des

7 Sur le trafic de drogues en Mauritanie, voir Alain ANTIL, « Contrôler les trafics ou perdre le Nord. Notes sur les trafics en Mauritanie », *Note de l'IFRI*, juillet 2009 ; et le blog de Christophe CHAMPIN, journaliste de RFI, <<http://afriqueudroque.blogs.rfi.fr>>.

8 Ali LMRABET, « L'enquête interdite », *Demain Magazine*, <www.courrierinternational.com>, 14 décembre 2000.

9 Olivier PLIEZ, *Les Cités du désert. Des villes sahariennes aux Saharatowns*, IRD/PUM, Marseille/Toulouse, 2011.

commerçants nigériens ont importé en toute légalité des conteneurs de cigarettes *via* le Bénin notamment, qui étaient ensuite réexportés clandestinement avec la complicité de l'appareil de sécurité¹⁰. Le Niger est également un carrefour pour le commerce de la drogue : cannabis marocain et cocaïne latino-américaine en provenance de l'ouest y transitent, ainsi que les drogues en provenance du Nigéria, du Ghana et du Togo. Les réexpéditions se font à destination du nord (Algérie et Libye) et de l'est en direction du Proche-Orient *via* le Tchad¹¹. Le Burkina Faso est aussi dans la tourmente des trafics dans lesquels est impliqué l'entourage proche du président Blaise Compaoré¹².

Les matières premières du Sahara et du Sahel sont sans doute, on l'a vu, un enjeu moindre dans la géopolitique régionale, sauf bien sûr pour les hydrocarbures, pour lesquels l'Algérie est là encore en première ligne – on sait le rôle qu'ils jouent dans la corruption endémique du régime algérien. C'est le seul pays de la région à investir significativement dans ce secteur hors de ses frontières : la Sipex, filiale internationale de Sonatrach, a des permis de prospection en Mauritanie, au Mali et au Niger, en plus des exploitations et des explorations qu'elle mène dans son propre Sahara¹³. Au Mali, les Algériens ont même réussi à imposer au pouvoir malien le redécoupage de la carte des blocs afin d'obtenir une zone d'exploration qui borde sa propre frontière. Comme la Sonatrach prospecte également en Mauritanie et en Algérie dans le bassin de Taoudeni qui s'étend également au nord-ouest du Mali, elle est certaine d'être dans les meilleures dispositions en cas de résultats positifs.

-
- 10 Emmanuel GRÉGOIRE, « Sahara nigérien : terre d'échanges », *Autrepart*, n° 6, 1998.
 - 11 Simon JULIEN, « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants », *Hérodote*, n° 142, juillet-septembre 2011.
 - 12 Voir l'intervention de Laurent Bigot, responsable « Afrique de l'Ouest » au ministère des Affaires étrangères français lors d'une conférence à l'Institut français des relations internationales, <www.youtube.com>, 17 juillet 2012.
 - 13 Benjamin AUGER, « Les nouveaux enjeux pétroliers de la zone saharienne », *Hérodote*, n° 142, juillet-septembre 2011.

Années 1990 : l'implication de l'Algérie et de la Libye au Nord-Mali

Cette toile de fond économique-mafieuse permet de mieux comprendre les ressorts de l'implication des agents des différents États de la sous-région au Nord-Mali, où chacun s'efforce de longue date d'instrumentaliser les acteurs locaux à son profit (politique autant que financier). Ainsi, toutes les rébellions touarègues depuis 1990 ont fait l'objet d'infiltrations et de manipulations des services secrets algériens et libyens (mais aussi français), tout comme certaines milices et groupes islamistes armés.

Certes, en 1963, la première révolte touarègue de l'Afrique indépendante avait été écrasée par le Mali avec l'appui de son allié algérien. Mais, lorsqu'éclate en juin 1990 la rébellion du Mouvement populaire pour la libération de l'Azawad (MPLA), les agents des divers services secrets s'activent autour de lui. Les rebelles ont presque tous combattu pour Kadhafi, qui les arme. Le grand rival algérien joue quant à lui un jeu ambigu : alors qu'il a réprimé dans les années 1980 les Touaregs qui s'organisaient avec le soutien libyen, le Front Polisario les soutient en 1990¹⁴ – et les services algériens impliqués dans les trafics laissent les rebelles s'approvisionner auprès de trafiquants. En outre, l'Algérie et la Libye servent de refuges pour soigner les blessés et se reposer. En 1990 également, un nouveau mouvement armé maure se crée : le Front islamique armé de l'Azawad (FIAA), soutenu par la Mauritanie et par le Front islamiste du salut (FIS) algérien, lui-même créé en septembre 1989¹⁵. Or l'instance de direction de ce parti est largement infiltrée par la police politique algérienne, la Sécurité militaire (devenue DRS en

14 Kalifa KEITA et Dan HENK, « Conflict and conflict resolution in the Sahel : the Tuareg insurgency in Mali », Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 1^{er} mai 1998.

15 Robin-Edward POULTON et Ibrahim AG YOUSSEF, « La paix de Tombouctou : gestion démocratique, développement et construction africaine de la paix », Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement, 1999.

septembre 1990)¹⁶. Le FIAA, qui est donc le fruit d'une initiative algéro-mauritanienne pour avoir un moyen d'action au Nord-Mali, installe lui aussi sa base dans le Sud algérien.

L'Algérie est alors surtout active dans les négociations de paix qui se tiennent à Tamanrasset : en exerçant une forte pression sur les rebelles, elle les contraint à accepter les compromis, ce qui suppose qu'elle avait à sa disposition des moyens de pression. Pendant ces négociations, les hommes du DRS découvrent Iyad Ag Ghali, le jeune et ambitieux leader du MPLA, et choisissent de miser sur lui. Il négocie seul avec le gouvernement malien avant de mettre ses camarades devant le fait accompli. C'est ce qui explique, avec la poursuite des exactions de l'armée malienne, que le MPLA éclate alors en plusieurs factions. Finalement, ne restent seuls signataires des accords de Tamanrasset, conclus le 6 janvier 1991 avec l'armée malienne, que le FIAA, appuyé par l'Algérie, et le reste du MPLA regroupé autour d'Ag Ghali en un Mouvement pour l'Azawad (MPA). Des combats opposent ensuite ces deux groupes armés aux autres, dont l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA) installée au Burkina Faso – la situation dégénérera en affrontements intercommunautaires, entre le FIAA et les groupes touaregs, entre l'armée malienne et les populations maures et touarègues, entre groupes armés touaregs et maures et milices Ganda Koy (« maîtres de la terre », en songhay) composées de militaires peuls et songhays et appuyées par l'État malien.

Le conflit finit par s'éteindre suite aux médiations internationales, algériennes notamment, qui aboutissent en janvier 1995 à un « pacte national » entre le gouvernement malien et les « mouvements et fronts unifiés de l'Azawad ». Celui-ci accorde des pouvoirs accrus aux collectivités locales du nord, des fonds pour investir dans le développement de la région et l'incorporation de 12 000 combattants rebelles et miliciens dans l'armée nationale et dans l'administration, ainsi que des postes

16 Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, La Découverte, Paris, 2004.

aux notables tribaux. Malgré des échecs dans l'incorporation et surtout des promesses non tenues et des détournements concernant l'argent devant servir au nord, un équilibre précaire se maintiendra jusqu'au milieu des années 2000. Chaque groupe conserve des hommes en armes, dont certains sont incorporés dans l'armée, et gère son territoire, non sans quelques conflits. À Bamako, le régime d'Amadou Toumani Touré (ATT), jouant sur les rivalités pour le pouvoir et le contrôle des ressources issues de la contrebande, maintient ainsi une paix de façade alors que les tensions ne font que croître¹⁷.

***Années 2000 : l'explosion du trafic de drogue
et l'irruption du terrorisme salafiste
« made in DRS »***

En effet, la géopolitique régionale est alors bousculée par l'explosion du trafic de drogue et l'irruption au Sahara du terrorisme du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) venu du nord de l'Algérie, futur Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

Au Nord-Mali, pour acheminer la cocaïne des cartels latino-américains depuis les côtes africaines jusqu'en Europe et au Moyen-Orient, les divers groupes armés issus du conflit de 1990-1995 vont mobiliser leurs ressources : hommes aguerris et armés, liens avec Bamako et les pouvoirs régionaux, réseaux tribaux et commerciaux transfrontaliers, maîtrise du désert. Le contrôle de leurs territoires devient alors un enjeu déterminant, d'où embuscades, vols de cargaison et enlèvements qui déstabilisent gravement la région. Le pouvoir de Bamako s'entremet dans les conflits, protège tel ou tel trafiquant, perçoit sa part du trafic, appuie tel ou tel groupe armé.

17 Voir dans ce livre le chapitre de Jean-Louis Sagot-Duvaurox, p. 91.

En attestent notamment de nombreux câbles diplomatiques de l'ambassade états-unienne à Bamako, révélés en 2010 par Wikileaks, qui fournissent des exemples précis sur le rôle actif dans ce trafic de multiples acteurs locaux : Maures de la tribu berabiche de la région de Tombouctou, qui s'appuient sur de riches commerçants et les miliciens du colonel Ould Bou, ancien rebelle du FIAA protégé par le chef des services de renseignement malien ; Maures lamhars de la région de Gao, qui gèrent la drogue transitant vers le Niger, avec l'appui des hommes armés commandés par le colonel Ould Meydou ; ou les Touaregs imghads du colonel Ag Gamou, qui contrôlent le trafic dans la région de Kidal, frontalière de l'Algérie.

Début 2003, apparaît un nouvel acteur, le GSPC, avec une opération spectaculaire : l'enlèvement de trente-deux touristes européens dans le Sahara algérien par le groupe d'Abderrezak El-Para, un ancien parachutiste de l'armée algérienne. Il s'agit, comme cela sera avéré quelques années plus tard, d'une initiative du DRS algérien, devenu expert dans la manipulation des groupes armés islamistes¹⁸. Avec cette opération, le pouvoir réel à Alger – celui des généraux du DRS –, après s'être imposé comme parrain régional lors des négociations de paix dans les rébellions maliennes, se met à nouveau en position d'acteur incontournable dans la région. Cette fois dans le cadre de la Global War on Terror (GWOT, guerre globale contre le terrorisme) que l'administration Bush a lancée après les attentats aux États-Unis du 11 septembre 2001, Alger peut ainsi se présenter comme toujours menacé par le terrorisme islamiste et prétendre devenir un *strategic partner* des États-Unis dans la lutte antiterroriste régionale¹⁹. Et, dans cette affaire, on retrouve Iyad Ag Ghali, le leader de la rébellion touarègue de 1990, comme intermédiaire dans les négociations pour la libération des otages, moyennant une rançon de 4,5 millions de dollars.

18 Voir dans ce livre le chapitre de François Gèze, p. 148.

19 Jeremy KEENAN, *Dark Sahara. America's War on Terror in Africa*, Pluto Press, Londres, 2009.

Mais quand c'est la Mauritanie qui est frappée, le 4 juin 2005, lors d'une attaque meurtrière du GSPC contre la caserne de Lemgheity dans l'extrême nord du pays, peut-on seulement incriminer l'Algérie ? Certes, le GSPC a revendiqué l'attaque, mais celle-ci est en réalité une initiative du dictateur mauritanien Maaouiya Ould Taya – avec la complicité du DRS algérien et moyennant une alliance financière et logistique avec le chef régional du GSPC, Mokhtar Belmokhtar – pour justifier sa chasse aux islamistes et légitimer la place de la Mauritanie dans le dispositif militaire états-unien de guerre contre le terrorisme au Sahara ²⁰.

Pour mettre en œuvre leur stratégie hégémonique au Sahara et enrôler d'autres acteurs dans la GWOT, les généraux algériens vont alors continuer à déstabiliser leurs voisins du sud. Pour cela, ils n'hésitent pas à encourager l'éclatement d'une nouvelle rébellion au Nord-Mali. Cela leur permet également de faire pièce au rival libyen qui ouvre un consulat, rapidement fermé, à Kidal. Iyad Ag Ghali est recyclé pour capturer la direction d'un nouveau mouvement, l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), que l'Algérie va massivement soutenir ²¹. En mai 2006, l'ADC ne mènera que trois attaques contre les bases militaires de Kidal, Ménaka et Tessalit avant de se replier dans le massif du Tigharghar jusqu'à la conclusion, deux mois plus tard, d'un nouvel accord à Alger, toujours sous parrainage algérien. L'anthropologue britannique Jeremy Keenan, spécialiste des Touaregs, affirme que le fait que la rébellion n'ait effectivement duré qu'une journée était le fruit d'un accord entre Ag Ghali et le DRS ²² : selon ce *deal*, Ag Ghali devait attaquer le GSPC pour lui permettre de noyauter la

20 OBSERVATOIRE MAURITANIE DES DROITS DE L'HOMME, « Impasse politique et réflexes sécuritaires en Mauritanie », *loc. cit.*

21 Câble diplomatique de l'ambassade états-unienne à Bamako, <<https://wikileaks.org>>, 31 octobre 2006.

22 Jeremy KEENAN, « A new crisis in the Sahel. Algeria forces cross into Mali as the possibility of another Tuareg rebellion looms over the region », <www.aljazeera.com>, 3 janvier 2012.

rébellion touarègue – afin d'éviter qu'elle ne s'étende – et de faire émerger à nouveau la question des terroristes sahariens, qui n'avaient plus mené d'action depuis trois ans. Il fallait de nouvelles justifications pour la GWOT au Sahel et démontrer l'engagement des Touaregs dans celle-ci. L'ADC mènera ainsi deux attaques contre le GSPC en juillet et en octobre 2006. C'est d'ailleurs à l'automne qu'est programmé le changement de nom du GSPC en Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), qui sera effectif en janvier 2007.

En novembre 2007, le président ATT décide d'éloigner Ag Ghali au consulat malien de Djeddah en Arabie saoudite, où il va se radicaliser en trouvant dans les réseaux salafistes violents saoudiens une inspiration conforme à ses ambitions et tissant des relations avec des réseaux qui pourront le financer le moment venu. Le pouvoir saoudien l'expulse de ce fait en mai 2010.

***2008-2011 : le Nord-Mali, épiceutre régional
des trafics et des manipulations
du « terrorisme islamiste »***

Pendant ce temps, au Nord-Mali, les désaccords au sein de la rébellion touarègue vis-à-vis de la médiation algérienne divisent l'ADC. Ces dissensions aboutissent en juillet 2007 à la création d'un nouveau mouvement, dirigé par Ibrahim Ag Bahanga. Appelé Alliance touarègue du Nord-Mali pour le changement (ATNMC), ce mouvement est en lien avec la rébellion touarègue nigérienne qui éclate au même moment ; les deux mouvements sont soutenus par la Libye. Alors que les rebelles mènent plusieurs attaques contre des militaires, le pouvoir de Bamako développe une stratégie contre-insurrectionnelle en appuyant des milices chargées de les combattre. On assiste ainsi à la résurrection de la milice peule/songhay des Ganda Iso, dont les membres arrêtés sont

rapidement relâchés. De même, les colonels touaregs Ag Gamou, Ould Bou et Ould Meydou bénéficient du soutien de Bamako pour constituer des milices qui participent aux côtés de l'armée malienne à la lutte contre les rebelles. En février 2009, Ag Bahanga est vaincu et se réfugie en Libye. D'autres groupes touaregs armés, plus ou moins liés à la rébellion, désarment lors de grandes cérémonies parrainées par la Libye, ce qui n'est pas le cas des milices progouvernementales.

Début 2008, le GSPC devenu AQMI recommence ses prises d'otages occidentaux avec l'enlèvement de deux touristes autrichiens en Tunisie. Ce kidnapping illustre à nouveau les liens étroits du GSPC avec le DRS algérien²³. Les Autrichiens seront libérés en échange d'une rançon de 2 millions d'euros et ce flot d'argent va alors susciter des vocations. Ainsi, en décembre 2008 et en janvier 2009, deux diplomates canadiens puis quatre touristes européens sont enlevés au Niger. Sont impliqués des Touaregs et des Maures maliens proches d'AQMI et les colonels maliens et chefs de milices progouvernementales, Ould Meydou et Ould Bou, mais aussi le ministre nigérien de l'Intérieur.

À la même époque, les trafiquants de drogue et les milices locales s'agitent pour la conquête du pouvoir et des rentes afférentes, comme l'illustre notamment la rocambolesque affaire dite « Air Cocaïne » : en novembre 2009, un Boeing en provenance d'Amérique latine atterrit non loin de Tarkint, au nord de Gao ; après avoir livré une dizaine de tonnes de cocaïne, il est brûlé dans le désert. L'enquête malienne n'a abouti qu'à l'arrestation de personnes impliquées dans l'organisation logistique, alors que nombre d'éléments pointaient vers des notables tribaux, les milices et le sommet de l'État malien.

AQMI est aussi de plus en plus présent au Nord-Mali à partir de 2009. Ainsi, le 10 juin 2009, des éléments de ce groupe assassinent à Tombouctou le colonel Ould Bou, chef d'une

23 Voir Jeremy KEENAN, « The Sahara emirate : Al-Qaeda in the West, for the West ? », *Social Justice*, vol. 37, n° 2-3, 2010-2011.

milice maure berabiche. Plusieurs pistes sont évoquées : règlement de comptes suite à une trop grosse ponction sur une rançon ou à un différend concernant des armes ou de la drogue. Une autre hypothèse implique le DRS algérien : Ould Bou, colonel des services de renseignement maliens, était en contact étroit avec AQMI et semblait opérer comme agent double. Il aurait découvert que le DRS était étroitement lié au groupe islamiste et l'aurait, selon Keenan, clamé dans la presse locale : « Au cœur d'AQMI, il y a le DRS. » Une des brigades d'AQMI, Al-Fourquane, aurait alors été chargée de l'éliminer²⁴... Pour se venger, les Maures berabiches organisent une expédition punitive mobilisant leurs miliciens et l'armée. Mais la *katiba* (brigade) incriminée leur infligera un revers sévère : un colonel malien, également cousin d'Ould Bou, ainsi qu'une trentaine d'hommes sont tués.

En Mauritanie, la violence terroriste culmine en août 2009 avec un attentat-suicide organisé par AQMI contre l'ambassade de France. Celui-ci s'inscrit dans les suites du coup d'État organisé en août 2008 par le général Ould Abdel Aziz, chef de la Garde présidentielle. Ce dernier avait été chargé par le président mauritanien élu en 2007 de conduire la lutte contre le terrorisme. Le pays va pourtant connaître une suite d'attentats à partir de décembre 2007, quand les relations entre le président et les militaires se sont gravement tendues : assassinat de quatre touristes français, attaque de deux garnisons provoquant une quinzaine de morts et assassinat d'un États-unien. On peut légitimement se poser la question de l'instrumentalisation de ce terrorisme par Aziz²⁵, qui en a pris prétexte pour monter une campagne contre le président, l'accusant de faiblesse contre AQMI et obtenant ainsi le soutien des

24 Jeremy KEENAN, « "Secret hand" in French Sahel raid », <www.aljazeera.com>, 29 août 2010.

25 Issa BÂ, « Mauritanie, le jeu dangereux du terrorisme », *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, juillet-août 2008 ; « Mauritanie, comment réussir un putsch avec l'aide de la France », *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, novembre 2009.

Occidentaux pour mener son putsch. La France apparaît ainsi comme son principal soutien, en avalisant sa prise de pouvoir par des élections contestées, en juillet 2009. Au Niger aussi, Paris favorise le renversement en février 2010 du président Mamadou Tandja, qui se rapprochait des Chinois et était engagé dans un bras de fer avec Areva, multinationale publique française du nucléaire, autour de l'exploitation de l'uranium²⁶.

Les généraux d'Alger n'apprécient guère ce retour des Français dans ce que les uns et les autres considèrent comme leur aire d'influence. D'où, très probablement, les attaques militaires d'AQMI contre la Mauritanie qui se multiplient alors à la frontière mauritano-malienne, tandis que l'organisation « made in DRS » va enchaîner les enlèvements de ressortissants français : Pierre Camatte en novembre 2009, Michel Germaineau en avril 2010, sept salariés d'Areva en septembre 2010, Antoine de Léocour et Vincent Delory en janvier 2011, Philippe Verdon et Serge Lazarevic en novembre 2011. Mais d'autres Européens sont également ciblés : trois humanitaires espagnols en novembre 2009, deux Italiens en décembre 2009, une autre Italienne en février 2011. Ce « business » est rentable : en octobre 2012, David Cohen, sous-secrétaire d'État états-unien au Trésor pour la lutte contre le terrorisme et pour le renseignement financier, a affirmé qu'au moins 120 millions de dollars auraient été versés en huit années au GSPC-AQMI par des pays occidentaux, à la fois comme rançons, mais aussi extorqués aux entreprises européennes présentes dans la région²⁷.

En septembre et novembre 2010 et en juin 2011, pour contrer les complicités dont bénéficierait AQMI au plus haut sommet de l'État malien²⁸, les militaires mauritaniens, appuyés par la France, effectuent plusieurs opérations dans le

26 Raphaël GRANVAUD, *Que fait Areva en Afrique ?*, Agone, Marseille, 2012.

27 Robert TILFORD, « Terrorists rake in \$120 million in ransom payments over 8 years, says Cohen », <www.examiner.com>, 7 octobre 2012.

28 INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Mali : éviter l'escalade », *Rapport Afrique de Crisis Group*, n° 189, 18 juillet 2012.

Nord-Mali, sans en informer Bamako. Les journalistes « sécuritaires » algériens aux ordres du DRS se déchaînent alors, accusant la Mauritanie d'être le « valet de la France », tandis que le ministre de la Santé mauritanien accuse les médias algériens d'être les porte-parole d'AQMI. De son côté, le président ATT dénonce AQMI comme un mouvement soutenu par l'Algérie... De fait, dans cette confusion apparente, le DRS parraine toujours AQMI et utilise Ag Ghali et celui qui est souvent présenté comme son cousin Abdelkrim le Targui, chef de la *katiba* d'AQMI Ansar Essuna. Depuis son retour au Nord-Mali en mai 2010, Ag Ghali s'est beaucoup rapproché d'AQMI et de son cousin – lequel sera d'ailleurs mis en cause dans l'enlèvement de Michel Germaneau en 2010 (puis son assassinat) et celui, en 2011, de Verdon et Lazarevic.

Janvier 2012 : l'offensive contrariée des indépendantistes du MNLA

L'année 2011 est aussi marquée au Sahara par la guerre civile en Libye. Confronté à l'offensive de l'OTAN déclenchée en mars 2011, Kadhafi voit rapidement la situation lui échapper. Les Touaregs maliens ayant combattu pour son régime commencent à organiser leur retour au Nord-Mali, y envoyant des caravanes d'hommes et d'armements. Le leader rebelle Ibrahim Ag Bahanga mobilise ces combattants « libyens » pour les fédérer avec ses hommes encore présents au Nord-Mali, ainsi qu'avec le mouvement des jeunes Touaregs du Mouvement national de l'Azawad (MNA, créé en novembre 2010). Pour ces derniers, c'est le moment de lancer une nouvelle rébellion : le contexte international leur semble favorable à une partition du Mali, sur le modèle des indépendances de l'Érythrée et du Sud-Soudan qui ont brisé le tabou de l'intangibilité des frontières en Afrique. De plus, depuis septembre 2011, les Touaregs considèrent avec inquiétude le déploiement militaire malien en cours dans le nord.

De multiples discussions ont alors lieu entre groupes touaregs et représentants du gouvernement malien²⁹. Mais leur impasse conduit en octobre 2011 à la création du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), dirigé par Bilal Ag Achérif. Celui-ci fédère les « Libyens » de Mohamed Ag Najim, le MNA et les hommes d'Ag Bahanga, malgré le décès de ce dernier dans un étrange accident fin août 2011, puis attire des Touaregs déserteurs de l'armée malienne. Le MNLA paraît bénéficiaire du soutien de la Mauritanie : son bureau politique est établi à Nouakchott. Iyad Ag Ghali, leader des précédentes rébellions et étroitement lié à l'Algérie, aspire sans succès à la direction du nouveau mouvement, comme ce sera le cas également quand il revendiquera quelque temps plus tard la chefferie traditionnelle des Ifoghas³⁰. Le 15 décembre, il crée son propre mouvement, Ansar Eddine, autour d'un noyau de fidèles, des jeunes attirés par son aura de rebelle historique, mais aussi des membres d'AQMI.

Le pouvoir malien, se sentant menacé, relance sa stratégie paramilitaire. Début janvier 2012, il arme et finance les milices imghads d'Ag Gamou et lamhars d'Ould Meydou après un accord avec ce dernier qui aboutit à la libération du trafiquant de drogue Ould Awainatt de sa tribu. Les milices Ganda Koy bénéficient aussi d'armes et de financements maliens début décembre 2011. Parallèlement, l'armée algérienne renforce la présence de ses soldats dans le Nord-Mali, notamment sur la base militaire de Tessalit, en violation de la Constitution qui interdit aux militaires algériens toute présence à l'extérieur du territoire national.

Le 17 janvier 2012, les rebelles assiègent la ville de Ménaka. Le MNLA et Ansar Eddine, en alliance avec AQMI, s'imposent dans ce nouveau contexte en attaquant la ville d'Aguelhok où, après de durs combats, des soldats maliens sont sommairement exécutés³¹. L'offensive se poursuit, fin janvier,

29 *Ibid.*

30 *Ibid.*

31 *Ibid.*

avec le siège de la ville stratégique de Tessalit, dont la chute, début mars, marque le tournant de la guerre. La bataille de Tessalit implique de nombreux acteurs : face au MNLA, l'US Air Force ravitaille la base assiégée et les Algériens envoient des renforts ; et c'est finalement l'intervention d'Ansar Eddine qui fait basculer la situation. À la suite de la chute de Kidal, de Gao et de Tombouctou, fin mars, les militaires du sud fuient vers Bamako, Ag Gamou se replie au Niger voisin, Ould Meydou en Mauritanie et les milices Ganda Koy à Sévaré et au Niger. Là, en avril, Ag Gamou fonde un nouveau mouvement, fidèle à Bamako, le Mouvement républicain de restauration de l'Azawad (le MRRA), coalisant ses hommes et des combattants Ganda Iso. Le MNLA peut alors proclamer l'indépendance de l'Azawad, le 6 avril 2012.

Mais son triomphe sera éphémère : dès la fin juin, il sera totalement évincé des grandes villes du Nord-Mali, passant du statut de maître de l'Azawad à celui de groupe marginalisé au sein de son propre territoire. Hétérogène et manquant de financements, sa direction n'a pu en effet maîtriser l'imbroglio des multiples groupes en présence (milices tribales, trafiquants de drogue, groupes islamistes armés locaux et exogènes...) et leurs alliances mouvantes et très volatiles au gré des rapports de forces du moment et des intérêts particuliers.

De ce fait, lors de l'offensive rebelle du premier trimestre 2012, le nouveau groupe d'Iyad Ag Ghali, Ansar Eddine, va rapidement se renforcer face au MNLA. Il bénéficie d'abord du soutien d'Alger³² – ce que confirmera plus tard la médiation algérienne, qui a tout fait pour le rendre incontournable, le

32 Sur le soutien de l'Algérie à Ansar Eddine, voir notamment : Andy MORGAN, « The causes of the uprising in Northern Mali », <www.thinkafrica-press.com>, 6 février 2012 ; Raby OULD IDOUMOU et Jemal OUMAR, « Les responsables militaires du Sahel réfléchissent aux options face à la crise au Mali », <www.magharebia.com>, 16 juillet 2012 ; Frédéric POWELTON, « Sahel : l'Algérie face au dilemme malien », <www.sahel-intelligence.com>, 7 mai 2012 ; entretiens de Jeremy KEENAN avec Tim LISTER, « Disaster looms for people of Mali as country is split by revolt », CNN, 13 avril 2012 ; et Robin BANERJI, « Life in Timbuktu under islamist rule », BBC, 23 mai 2012.

recevant en grande pompe à Alger en décembre 2012 et affirmant hautement son opposition à toute intervention étrangère au Mali. Les généraux algériens voient en effet en lui un moyen d'éviter la réalisation d'un Azawad indépendant, qui suscite un soutien important en Kabylie et qui pourrait aussi motiver la minorité touarègue du Sud algérien. Le DRS va également mobiliser son « proxy » AQMI pour lui venir en aide. Ainsi, Ansar Eddine commence les combats avec très peu d'hommes, appuyés par les membres de la *katiba* Ansar Essuna d'AQMI. À mesure de sa progression sur le terrain, le groupe recrute de nouveaux combattants, venus notamment du MNLA. Il coalise aussi les groupes hostiles à la progression des indépendantistes et enclins à chercher des alliances pour éviter leur tutelle.

Alors que le MNLA est fragilisé par des ressources insuffisantes, Ansar Eddine dispose de capacités financières impressionnantes, qui l'aident à étoffer ses rangs. Il est probable qu'Ag Ghali a mobilisé les réseaux saoudiens qu'il avait côtoyés lors de son séjour à Djeddah. Il dispose également de l'argent de la drogue, des ponctions opérées sur les rançons, de financements d'AQMI et de l'Algérie. Mais c'est bien AQMI qui a fait basculer l'équilibre des forces en faveur d'Ansar Eddine.

L'irruption du MUJAO, un groupe islamiste au cœur de toutes les manipulations

AQMI et son « excroissance » (*offshoot*) du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), selon le terme utilisé par le chercheur allemand Wolfram Lacher, auteur en 2012 d'un rapport sur la situation au Nord-Mali pour la Fondation Carnegie³³, n'apparaissent véritablement sur le terrain qu'à partir d'avril, mais les alliances qu'ils nouent avec les milices et les trafiquants de drogue

33 Wolfram LACHER, « Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region », *loc. cit.*

(quand ce ne sont pas les mêmes) sont déterminantes dans le basculement de l'équilibre des forces au détriment du MNLA. En juillet 2012, ce dernier est évincé des grandes villes du Nord-Mali. Ainsi, à Tombouctou les trafiquants maures berabiches du FNLA s'allient à AQMI et Ansar Eddine pour chasser les indépendantistes. À Gao, le MUJAO se coalise avec des Songhays des Ganda Izo et les trafiquants de drogue lamhars avec qui il est en affaires.

Le MUJAO apparaît en décembre 2011 en revendiquant l'enlèvement d'humanitaires dans un camp du Front Polisario près de Tindouf. Une telle action n'était possible qu'avec des complicités au sein de l'appareil sécuritaire sahraoui qui contrôle étroitement cette zone, mais aussi chez ses tuteurs du DRS. D'autant que l'armée algérienne aurait pu agir très rapidement pour intercepter les ravisseurs : les voies pour s'enfuir ne sont pas si nombreuses et elle dispose, dans cette zone hyper-militarisée, de moyens d'intervention aériens. Le MUJAO est souvent présenté comme une scission d'AQMI, mais est-ce vraiment le cas ? Certes, il est issu de ce mouvement, plus précisément de la *katiba* Al-Fourquane, mais il reste sous la tutelle d'AQMI. L'itinéraire d'un de ses membres les plus éminents est à ce sujet révélateur : Oumar Ould Hamaha a rejoint AQMI dans les années 2000 et est devenu un des lieutenants de Mokhtar Belmokhtar avant d'apparaître, dans le conflit malien, comme le porte-parole d'Ansar Eddine puis de devenir le chef d'état-major du MUJAO³⁴.

L'objectif premier de ce groupe plus ou moins téléguidé par le DRS, essentiellement composé et dirigé par des Maures sahraouis, mauritaniens et maliens, semble bien en réalité de diversifier le recrutement d'AQMI et de couvrir la zone de vie maure³⁵. Malgré son ambition affichée de mener son combat

34 Boris THIOUAY, « Le djihad du "barbu rouge" », *L'Express*, 4 octobre 2012.

35 Issane ANSAR, « Métastases du salafisme algérien à l'épreuve des soubresauts sahariens et des rébellions azawadiennes », <<http://ruedelapoussiere.blogspot.fr>>, 24 avril 2012.

en Afrique de l'Ouest, comme le laisse supposer son nom, le MUJAO n'est actif qu'au Sahara mauritanien, malien et algérien et il concentre ses attaques – pas si nombreuses – sur l'Algérie, ce qui lui a valu d'être régulièrement présenté dans les médias algériens comme manipulé par les services secrets marocains³⁶. Sous la tutelle du trafiquant et chef djihadiste Mokhtar Belmokhtar, le MUJAO paraît surtout constituer la partie trafiquante d'AQMI, en affaires avec les trafiquants des tribus berabiches de Tombouctou, lamhars de Gao, rgueybat du Polisario ou maures de Mauritanie. Ces connexions supposent des liens avec les autorités régionales impliquées dans le trafic de drogue (DRS, certains clans mauritaniens et du Polisario, trafiquants maliens protégés par Bamako). Parmi ses alliés, le MUJAO compte sur les trafiquants berabiches de Tombouctou, qui fondent en avril 2012 le Front national de libération de l'Azawad (FNLA), lequel devient Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) en août. Il y a d'ailleurs une filiation certaine entre ce groupe et le FIAA des années 1990 lié à l'Algérie et à la Mauritanie.

Le Burkina Faso livre aussi des armes au MUJAO³⁷. Blaise Compaoré, président de ce pays, s'immisce depuis longtemps au Nord-Mali. Il a ainsi appointé à plusieurs reprises son conseiller spécial, le Mauritanien Ould Liman Chafi, dans plusieurs médiations pour la libération d'otages et le versement de rançons. Depuis l'éclatement de la crise, il a aussi joué un rôle équivoque. Ainsi, alors qu'il était mandaté comme médiateur par la CEDEAO en mars 2012 à la suite du putsch contre le président malien ATT du capitaine Amadou Haya Sanogo, il a signé avec ce dernier un accord sans en informer l'institution ouest-africaine, entérinant le putsch, écartant la classe

36 Voir par exemple : Tarek HAFID, « Un haut responsable sahraoui révèle : "Des responsables du MUJAO et d'Ançar Dine sont au Maroc" », *Le Soir d'Algérie*, 6 avril 2013.

37 « Sahel : qui livre des armes au MUJAO ? », <www.jeuneafrique.com>, 5 septembre 2012.

politique et la société civile et imposant comme Premier ministre Cheikh Modibo Diarra, gendre de l'ancien dictateur Moussa Traoré ayant fait carrière aux États-Unis. Sachant que le nouveau Premier ministre manquait d'expérience politique, Blaise Compaoré espérait le manipuler, apparemment sans succès. Beaucoup au Mali ont vu là le signe du soutien aux indépendantistes du MNLA, d'autant qu'une partie de leur état-major militaire et politique s'est réfugiée à Ouagadougou à la chute de Gao, certains, dont le secrétaire général du mouvement, Bilal Ag Achérif, ayant même été évacués par des hélicoptères de l'armée burkinabé.

L'intervention militaire française de janvier 2013 a bouleversé les équilibres politiques entre les groupes armés et conduit à une recomposition des forces en présence. Tous les groupes ont cherché à s'éloigner d'AQMI et du MUJAO. Ainsi, dès le 24 janvier, Ansar Eddine a vu une partie de ses éléments faire scission et fonder un nouveau groupe, le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA), regroupant principalement les notabilités ifoghas. Son chef, Alghabass Ag Intallah, est le fils de l'amenokal – dont il prendra la succession comme décidé en décembre 2011, quand il a évincé Iyad Ag Ghali. Il rejoint le MNLA au début de la rébellion, puis se rallie à Ansar Eddine dont il devient le porte-parole.

Le MNLA, après son éviction des grands centres du Nord-Mali, a attendu son heure. Grâce à sa maîtrise du terrain, il savait pouvoir se positionner en allié incontournable d'une intervention étrangère à venir. Il a donc combattu aux côtés des armées alliées, française, nigérienne et tchadienne. La France n'a pas amené avec elle l'armée malienne dans l'extrême nord-est, fief des Touaregs, et a même cédé au MNLA le contrôle de certaines villes, comme Kidal ou Tessalit. En échange, ceux-ci sont revenus sur leurs revendications indépendantistes, demandant seulement une autonomie poussée, sur le modèle fédéraliste. Quant aux milices armées de Gao et Tombouctou, elles ont semble-t-il fait partie des premières à désertir, ne voulant à aucun prix combattre les Français.

Cela explique certainement le fait que ces derniers n'aient pas été confrontés à une résistance militaire lors de la prise des grandes villes, Ansar Eddine, le MUJAO et AQMI n'ayant plus assez de combattants. En revanche, les populations victimes des exactions de ces groupes en 2012 n'ont pas hésité à dénoncer les Maures et les Touaregs comme leurs complices. Même ceux parmi ces populations qui ne s'étaient pas mêlés de politique ont été victimes en 2013 de graves exactions de la part de l'armée malienne et des milices qui l'accompagnaient, du seul fait de leur couleur de peau.

L'impact du « grand jeu » des puissances occidentales

Le jeu complexe de tous ces acteurs locaux et régionaux n'a évidemment jamais été déconnecté de celui des grandes puissances mondiales – États-Unis et France principalement, mais aussi pétromonarchies du Golfe et pays émergents asiatiques –, actives au Nord-Mali bien avant 2012. Depuis le début des années 2000, elles s'y trouvent en effet impliquées dans un nouveau « grand jeu » international³⁸, même si celui-ci n'est pas le seul déterminant de l'évolution des alliances et des rivalités entre acteurs étatiques ou autres de la région.

Après les attentats du 11 septembre 2001, on l'a vu, les États-Unis se veulent aux avant-gardes de la Global War On Terror (GWOT). Dès 2002, la rhétorique sécuritaire s'accompagne d'un intérêt accru de l'administration Bush pour le pétrole africain, dont les représentants affirment alors que l'Afrique est une priorité de l'Amérique post-11 Septembre : pour diversifier leurs approvisionnements en hydrocarbures, les États-Unis doivent en importer une part croissante depuis

38 Voir dans ce livre le chapitre de Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, p. 58.

l'Afrique. Ils misent principalement sur les ressources du Golfe de Guinée, qu'il faut sécuriser en se déployant dans et autour de cette région, notamment au Sahel-Sahara qui recèlerait en outre des réserves importantes. En septembre 2002, la Maison-Blanche lance donc l'« Initiative Pan-Sahel » : quelque mille soldats des forces spéciales sont envoyés sur place afin d'assurer la coopération antiterroriste entre la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad, de former leurs armées (et de leur vendre du matériel militaire). En juin 2005, cette initiative sera élargie à l'Algérie, au Maroc, à la Tunisie, au Sénégal et au Nigéria, devenant la Trans-Saharan Counter-Terrorism Initiative (TSCTI), dotée pour cinq ans par Washington d'un budget annuel de 100 millions de dollars. La justification de cette implication états-unienne est fournie par la lutte contre le terrorisme du GSPC : il faut traquer Abderrezak El-Para, l'« homme de Ben Laden au Sahel » selon le président Bush.

Les États-Unis vont également implanter dans la région de petites bases permanentes susceptibles d'accueillir des forces d'intervention, les *lily pads* (nénuphars), leur permettant de se projeter à tout moment sur tout théâtre d'opérations. Le Niger, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Maroc et l'Algérie en accueillent. Mais l'engagement des deux derniers auprès des États-Unis est sans comparaison avec celui des autres pays : ils sont les premiers bénéficiaires des financements de Washington et les principaux hôtes des forces états-uniennes. Le Maroc, allié traditionnel des États-Unis, continue d'abriter des bases de l'US Air Force, tandis que l'Algérie leur concède une base près de Tamanrasset (finalement abandonnée en 2006) et se révèle, à travers sa « gestion » du terrorisme, le partenaire le plus stratégique.

Avec cette politique, les États-Unis pénètrent l'aire d'influence de la France, qui la considère comme son « précarré » : depuis les indépendances, les autorités françaises assurent la tutelle économique, politique et militaire de leurs anciennes colonies d'Afrique subsaharienne, tandis qu'elles entretiennent avec celles du Maghreb – et en premier lieu

l'Algérie – des relations où les tensions récurrentes s'accommodent d'une complicité durable, nourrie d'intérêts économiques partagés. Dans la région sahélienne et au Mali, la France a également quelques intérêts économiques, mais les enjeux stratégiques semblent prépondérants. Ainsi, Areva, entreprise publique française, exploite des mines d'uranium au Niger, une ressource stratégique qui permet à la France d'assurer son « indépendance énergétique » (l'Élysée a d'ailleurs participé à plusieurs reprises au renversement de présidents nigériens menaçant ses intérêts). Proches du Mali, ces mines seront sécurisées par les forces spéciales françaises à partir de janvier 2013, du « jamais vu »³⁹. De plus, les enlèvements de ressortissants français ont servi de prétexte à l'installation de matériels et de formateurs des forces spéciales françaises au Niger et au Burkina Faso.

Mais, depuis 2009, l'administration Obama est moins investie dans la GWOT et, pour des raisons d'économies, préfère s'appuyer sur la France, partageant notamment du renseignement – une alliance qui n'empêche pas une certaine rivalité, notamment auprès des armées locales. Enfin, les alliés des États-Unis du golfe Arabo-Persique sont également présents. Ainsi, le Qatar investit largement dans la région, soutenant assez probablement certains groupes islamistes armés – un soutien qui proviendrait plutôt d'intérêts privés que de l'émir lui-même, ce dernier les laissant agir pour des raisons de politique intérieure⁴⁰. De même, les Saoudiens laissent-ils leurs salafistes locaux s'activer à l'étranger pour éviter qu'ils ne le fassent chez eux⁴¹. Par ailleurs, outre le soutien politique et économique qu'elle apporte traditionnellement au Maroc, l'Arabie saoudite mène depuis plusieurs décennies déjà un actif

39 Jean GUISEL, « Niger : les forces spéciales protégeront les mines d'uranium d'Areva », <www.lepoint.fr>, 29 janvier 2013.

40 « Le Qatar : de la volonté d'influence à la volonté de puissance ? », émission « Géopolitique le débat », <www.rfi.fr>, 3 novembre 2012.

41 « Tunisie et Égypte : les deux révolutions dévoyées », émission « Affaires étrangères », <www.franceculture.com>, 9 février 2013.

prosélytisme wahhabite dans la région et y investit de plus en plus. Quant à la Chine et l'Inde, pays « émergents » dont les intérêts économiques sont croissants dans la région, notamment dans les matières premières (fer en Mauritanie, uranium et pétrole au Niger), elles semblent encore se tenir à l'écart des rivalités géopolitiques en cours.

On l'aura compris : les enjeux de la « guerre au Mali » engagée par la France en janvier 2013 sont bien loin de se réduire à ceux, officiellement affichés, de la lutte « antiterroriste ». Il est impossible, pour les comprendre, de faire l'impasse sur les racines anciennes des conflits régionaux et sur les intérêts contradictoires des puissances régionales et mondiales dans la région.